



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE SERVICES SYLVICOLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n°2026-8700-001

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles d'éducation et la livraison de plants, en conteneurs ou mottes ou en racines nues, pour les forêts gérées par la Direction Territoriale Midi-Méditerranée.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Midi-Mediterranee
505 rue de la Croix Verte – CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER cedex 5
SIRET 66204311601305

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Hervé HOUIN, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts Midi-Méditerranée.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi-Méditerranée, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305 dont le siège est à 505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 Montpellier cedex 5.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

M. Hervé HOUIN
Directeur Territorial Midi-Méditerranée
ONF - DT MIDI-MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208- 34 094 Montpellier

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Mme Catherine LEPETIT
Agent Comptable Secondaire - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF - AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE DT MIDI MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : catherine.lepetit@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre administratif est :

Mme Sabrina LEBEAU
Responsable territoriale Achats - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF – SERVICE FINANCIER - DT MIDI-MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 09 31 14 29 - Email : sabrina.lebeau@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

Mme BOUCHEREAU Lucie
Correspondante Graines et Plants de la DT Midi-Méditerranée.
ONF – BUREAU D'ETUDE EST-OCCITANIE - 505 rue de la Croix Verte 34000 Montpellier
Téléphone : 07-77-33-73-65 – Email : lucie.bouchereau@onf.fr

1.4. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale :

Mme Catherine LEPETIT
Agent Comptable Secondaire - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF - AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE DT MIDI MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : catherine.lepetit@onf.fr

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles d'éducation et la livraison de plants, en conteneurs ou mottes ou en racines nues, pour les forêts gérées par la Direction Territoriale Midi-Méditerranée.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001- version F – mai 2022.

2.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.3. Décomposition en lots

L'accord-cadre fait l'objet de 4 lots géographiques séparés, dont les quantités minimums de commandes, espérées à partir du volume de semences fournis, sont indiquées dans le BPU.

Lot	Essences	Présentation : Racines nues (RN) ou Godet (G) ou Motte (M) Quantité mini Quantité maxi	Quantité mini sur la durée totale du marché	Quantité maxi sur la durée totale du marché	Départements de livraison
1	Feuillus résineux divers	G	12 493	15 129	06 83 04 05 13 84
2	Feuillus résineux divers	RN G M	42 554	55 623	31 32 65 48 30 34 9 11 66
3	Feuillus résineux divers	G M ou RN	21 200	26 400	31 32 65 48
4 LOT RESERVE	Feuillus résineux divers	G	45 022	49 319	30 34 48

3.4. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Chaque lot sera attribué à un soumissionnaire.

Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots.

3.5. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

Les 4 lots sont à bons de commande. Les bons de commandes seront adressés au(x) titulaire(s) selon les dispositions prévues à l'article 5 ci-après.

Le **lot no 4 est un marché réservé** aux structures d'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail.

3.6. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Il est prévu une prestation supplémentaire éventuelle facultative suivante :

- Traitement trico.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul, foi ;
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul, foi ;
- Le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001- version F – mai 2022 ;
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Exécution par émission de bons de commande

5.1.1 Passation des commandes

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché 2026-8700-001-Lot n°XX
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des prestations

- leur quantité prévisionnelle
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer
- le(s) lieu(x) d'exécution
- **le(s) délai(s) d'exécution – Date de livraison**

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale sera celle précisée sur le bon de commande.

Les prix par plant sont franco de port, c'est-à-dire intègrent les frais de livraison, lorsque la commande est supérieure à 5 000 € HT. Cette commande peut regrouper des besoins de différents lots, attribués à un même titulaire, à condition que la livraison soit prévue le même jour et dans le même secteur géographique (points de livraison dans un périmètre de 50 km de rayon).

5.1.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.1.3 Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

5.1.4 Résiliation d'un bon de commande

Les modalités sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

5.2. Evaluation des chantiers

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées par CNPEF ou CNPTSF
- Respect réglementation fiscale et sociale

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

6. LIVRAISON

L'ONF respectera des périodes de livraison compatibles avec les cycles physiologiques des plants.

L'ONF s'efforcera autant que possible de :

- Regrouper les commandes, afin de limiter le nombre de points de livraison par lot et par secteur ;
- Mettre en place des réunions de début (octobre) et mi-campagne (décembre/début janvier) entre le coordinateur ONF et le titulaire afin d'identifier les jours de livraison envisageables.

Livraisons franco de port et participation aux frais de livraison pour les commandes de faible montant :

Le bordereau des prix unitaires est conçu selon le principe suivant :

- **Les prix par plant sont franco de port, c'est-à-dire intègrent les frais de livraison, lorsque la commande est supérieure à 5 000 € HT.**

Cette commande peut regrouper des articles attribués à un même titulaire, à condition que la livraison soit prévue le même jour et dans le même secteur géographique (au maximum 3 points de livraison, tous situés dans un périmètre de 50 km de rayon par la route).

Lorsque la commande (pour une même date et un même périmètre) regroupe des articles attribués à un même titulaire dans le cadre de consultations différentes, les règles d'appréciation du « franco de port » ou des tranches de commande qualifiant les montants forfaitaires de livraison seront celles de la consultation dont sont issus le plus grand nombre de plants de la commande.

- **Dans les cas où la commande n'atteint pas 5 000 € HT**, un supplément forfaitaire sera appliqué pour tenir compte du surcoût de livraison.

Ce supplément sera fonction des tranches suivantes :

Montant de commandes cumulées pour une même livraison compris entre	Montant forfaitaire de supplément de livraison
Montant < 1 500 € HT	<i>Forfait livraison 1 (voir BPU)</i>
1 500 € HT ≤ montant < 3 000 € HT	<i>Forfait livraison 2 (voir BPU)</i>
3 000 € HT ≤ montant < 5 000 € HT	<i>Forfait livraison 3 (voir BPU)</i>
Montant ≥ 5 000 € HT	<i>Franco de port</i>

En cas de non-respect de la date de livraison prévue au bon de commande, pour tenir compte des répercussions sur l'organisation des chantiers de plantation de l'ONF, **les pénalités mentionnées à l'article 10.2 ci-après s'appliqueront de plein droit.**

7. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS

En compléments des dispositions prévues à l'article 4.1 du CCTP, il pourra être fait application des dispositions prévues aux CGA pour ce qui concerne la réception avec réfaction de prix.

8. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

8.2 Forme et contenu des prix

8.2.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités réceptionnées le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

8.2.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

8.3 Variation dans les prix

Le calcul de la révision est effectué par le donneur d'ordre qui en communiquera le résultat au titulaire. Il appartiendra au titulaire de produire le bordereau des prix révisés à l'appui de sa première facture.

La formule est la suivante :

$$P = Po * [0,15 + 0,85 (0,15 * Mat/Mato + 0,15 * E/Eo + 0,70 * MS/MSo)]$$

P : Prix hors taxe révisé à l'année n

Po : Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

Mat : Indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) – Matériel Base 100 en 2020 - Données brute – Identifiant 010777506

E : Indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) - Énergie et lubrifiants Base 100 en 2020 - Données brute – Identifiant 010777308

MS : Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Travail du bois, industries du papier et imprimerie (NAF rév. 2, niveau A38 CC) - Base 100 au T2 2017 Identifiant 010562767

La valeur des indices de révision est celle des derniers indices connus (mensuels ou trimestriels) à la date anniversaire du marché.

La valeur des indices de base est celle des mêmes indices un an auparavant.

8.4 Modalités essentielles de paiement

8.4.1 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

8.5 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2026-8700-001 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

8.5.1 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification :
Le SIRET mentionné sur le bon de commande.
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

8.5.2 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 40 jours selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent C.C.A.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du

semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.5.3 Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

9 PENALITÉS

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux CGA.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

- **Livraison non parfaitement conforme au bon de commande mais acceptée**

Lors d'une livraison de plants ne correspondant pas parfaitement à la commande, si la personne responsable de la réception les juge acceptables, il peut les réceptionner avec application d'une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

- **Livraison non conforme au bon de commande et refusée.**

Lors d'une constatation en pépinière ou lors d'une livraison de plants non conformes à la commande et refusés, l'ONF pourra exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire en allant chercher tout ou partie des plants prévues par le marché, chez un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.1 Pénalités pour indisponibilités de plants conformes

Les plants non conformes seront repris par le Titulaire à sa charge et celui-ci sera tenu de re-livrer des plants de qualité loyale et marchande.

En cas d'impossibilité d'échanger les plants, l'ONF sollicitera un autre fournisseur afin d'obtenir les plants conformes à l'accord-cadre. S'il s'avérait que les prix des plants soient supérieurs à ceux présentés par la pépinière attributaire de l'accord-cadre, celle-ci s'engage à payer à l'ONF la différence entre le coût initial prévu à l'accord-cadre attribué et le coût proposé par la pépinière acceptant de fournir à l'ONF les plants concernés, de qualité loyale et marchande.

Au cas où aucune pépinière ne pourrait proposer des plants conformes en remplacement des plants non admis, pour tenir compte du surcoût occasionné à l'ONF du fait de l'impossibilité de procéder au reboisement prévu, le titulaire de l'accord-cadre pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au coût total hors taxes des travaux préparatoires à la plantation dans les parcelles

où auraient dû être mis en place les plants non admis, que l'ONF devra refaire (travaux de préparation de végétation (broyage) et de sols).

9.2 Retard imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, une prestation commandée n'était pas effectuée dans les délais prévus, le fournisseur pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R) / 50$, dans laquelle

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des prestations non réalisées dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les retards imputables à des éléments, notamment d'ordre météorologique (gel, fortes précipitations), indépendants de la volonté du pépiniériste et qui rendraient impossible l'arrachage des plants, sous réserve que le pépiniériste ait pris contact lors de la survenue de l'aléa pour avertir le pouvoir adjudicateur, ne donneront pas lieu à la présente pénalité. De même, les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

9.3 Retard imputable au pouvoir adjudicateur

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable pouvoir adjudicateur, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

9.4 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail :

Si le pouvoir adjudicateur, est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du cocontractant au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, le pouvoir adjudicateur enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai de quinze jours (art R8222-3 du Code du travail) à compter de la réception de la mise en demeure.

Le pouvoir adjudicateur transmet, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par l'entreprise ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues ci-dessous ou résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat mais ne peut excéder celui des amendes encourues en application du Code du travail, spécialement des articles

- L. 8224-1 : soit 45.000 €
- L. 8224-2 : soit 75.000 €
- L. 8224-5 : en application des articles 131-8 et 131-39 du Code pénal

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au C.C.A.G.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

10 INDEMNISATION

Si l'ONF est dans l'incapacité de passer commande à hauteur des quantités minimales prévues à l'accord cadre, à la demande du titulaire, l'ONF lui versera une indemnité correspondant à 80% de la valeur des fournitures non-commandées pour atteindre les quantités minimales prévues.

L'indemnisation est applicable uniquement si les plants n'ont pas d'autres débouchés et doivent être détruits par le pépiniériste.

La quantité minimale est définie comme la quantité de plants de qualité loyale et marchande disponible, à la fin de la campagne d'utilisation des plants.

Le calcul des plants non utilisés sera fait selon la formule suivante :

Quantité indemnisable = minimum entre [le minimum prévu au contrat] et [la quantité de plants de qualité loyale et marchande disponible à la fin de la campagne d'utilisation des plants (= plants livrés + plants encore disponibles en fin de campagne en pépinière)] – quantité de plants livrés.

En cas d'indemnisation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de se rendre sur place après la fin de la campagne de plantation, pour vérifier la quantité et la qualité loyale et marchande des plants à indemniser.

11 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.P. seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

12 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

12.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

12.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

12.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

12.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

FIN DU C.C.A.P.